

Incroyable : Les fonctionnaires européens s'offrent une augmentation de salaire de 8,5 % !

écrit par Jules Ferry | 18 juillet 2022





Pour Ursula von der Leyen, c'est le pactole !

L'indignation est énorme : les contribuables doivent maintenant financer une énorme augmentation de salaire de 8,5 % pour les employés de l'UE. Pour les revenus les plus bas de l'UE, cela représente une augmentation mensuelle de 260 euros.

Pour Ursula von der Leyen, c'est le pactole : elle peut se réjouir de 2483 euros supplémentaires par mois.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen gagnait jusqu'à présent 29.205 euros par mois. Bientôt, ce sera 31 687 euros.

Les salaires au sein de l'UE sont déjà somptueux. Il existe 16 échelons de rémunération, et à partir du dixième échelon, on peut se réjouir d'un salaire mensuel brut de plus de 10.000 euros. Même un député autrichien du Conseil national ne gagne pas autant. Mais ce n'est pas tout : comme les salaires doivent être adaptés à l'inflation, les employés de

l'UE s'attendent à une augmentation de salaire de pas moins de 8,5 pour cent !



Les fonctionnaires de toutes les institutions européennes verront leur salaire augmenter, y compris les députés européens.

Les critiques émanent déjà des États membres. Des millions de citoyens souffrent déjà des prix records de l'énergie et des denrées alimentaires. Les augmentations salariales dans l'UE leur coûteront des centaines de millions d'euros supplémentaires – et ils ne seront guère compréhensifs.

Une forte augmentation des salaires dès 2021

L'année dernière, les employés de l'UE avaient déjà bénéficié d'une forte augmentation de salaire. Leurs salaires avaient été augmentés de 1,9 % fin 2021, avec effet rétroactif au 1er juillet, selon un rapport de la Commission européenne. Le salaire de base le plus bas d'un

fonctionnaire européen est passé de 3000 à 3057 euros par mois. Le salaire de base le plus élevé a augmenté de 400 euros pour atteindre 21 163 euros par mois (sans compter les indemnités). Pour les contribuables, ce cadeau de Noël anticipé pour environ 40 000 fonctionnaires de l'UE représentait déjà un coût supplémentaire de plus de 200 millions d'euros par an.

« Pillage éhonté »

Michael Jäger, secrétaire général de l'Association des contribuables européens (59), évoque « un pillage éhonté du secteur public » et d'un « signal absolument négatif » : « Surtout en ce moment où les dirigeants politiques exigent des économies et la compréhension des citoyens, l'Union européenne doit de toute urgence donner le bon exemple. Cela montre à quel point l'Europe s'est éloignée des citoyens.

[Bild](#)

[Exxpress.at](#)